
Section 2

La situation financière du gouvernement en 2001-2002 et les emprunts du secteur public

Les opérations financières du gouvernement	3
Les revenus budgétaires	5
Les dépenses budgétaires	8
Les opérations non budgétaires	10
La dette représentant les déficits cumulés	11
Le financement	12
Les emprunts	14
Les remboursements d'emprunts	18
La dette totale du gouvernement	19
Données historiques et prévisions révisées	22
Opérations financières du gouvernement du Québec	
☐ Sommaire	22
☐ Revenus budgétaires	23
☐ Dépenses budgétaires	24
☐ Opérations non budgétaires	25
☐ Opérations de financement	27
Emprunts réalisés en 2001-2002 pour le Fonds consolidé du revenu	28
Emprunts réalisés en 2001-2002 pour les organismes consolidés	29
Emprunts réalisés en 2001-2002 pour les organismes non consolidés ...	30
Emprunts réalisés en 2001-2002 par Financement-Québec	31
Emprunts réalisés en 2001 par Hydro-Québec	32

Les opérations financières du gouvernement

La prévision de déficit zéro pour l'année financière 2001-2002, établie lors du Discours sur le budget du 29 mars dernier, est maintenue.

Les revenus budgétaires consolidés de l'exercice financier 2001-2002 sont révisés à 49 958 millions de dollars, soit 1 178 millions de dollars de moins que ce qui était anticipé au dernier budget. Cette diminution des revenus provient d'une révision à la baisse de 1 354 millions de dollars des revenus autonomes et d'une révision à la hausse de 176 millions de dollars des transferts fédéraux.

Quant aux dépenses budgétaires consolidées, elles sont révisées à la baisse de 228 millions de dollars. Elles s'établissent à 50 908 millions de dollars en 2001-2002. Cette variation reflète, d'une part, la révision à la baisse de 508 millions de dollars du service de la dette par rapport au niveau prévu au moment du dernier budget. Cette révision s'explique principalement par la forte diminution des taux d'intérêt de court terme depuis le début de l'année financière 2001-2002. D'autre part, la variation reflète aussi une révision à la hausse de 280 millions de dollars des dépenses d'opérations qui découle des dépenses financées par la réserve budgétaire.

Par ailleurs, un montant de 670 millions de dollars provenant de la réserve budgétaire sera utilisé pour maintenir l'équilibre budgétaire. À cette fin, un amendement au projet de loi sur la réserve budgétaire sera déposé.

Pour leur part, les besoins financiers nets consolidés sont révisés à 707 millions de dollars. Il s'agit d'une baisse de 63 millions de dollars par rapport à la prévision du budget de mars 2001.

En ce qui a trait aux opérations de financement, la variation de la dette directe est révisée à la hausse de 1 009 millions de dollars par rapport à la prévision initiale, en raison principalement d'emprunts de 855 millions de dollars qui seront effectués par anticipation. Ces opérations de préfinancement permettront de pourvoir au remboursement de certains emprunts qui arriveront à échéance le premier jour de la prochaine année financière.

TABLEAU 2.1

GOVERNEMENT DU QUÉBEC
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES
(en millions de dollars)

	2000-2001		2001-2002	
	Résultats réels ⁽¹⁾	Discours sur le budget du 2001-03-29	Prévisions révisées	Variations par rapport au budget
Opérations budgétaires				
Revenus autonomes	42 856	41 652	40 298	- 1 354
Transferts fédéraux	8 161	9 484	9 660	176
Total des revenus	51 017	51 136	49 958	- 1 178
Dépenses d'opérations	- 41 959	- 43 226	- 43 506	- 280
Service de la dette	- 7 606	- 7 910	- 7 402	508
Total des dépenses	- 49 565	- 51 136	- 50 908	228
Réserve budgétaire				
Sommes affectées à la réserve	- 950	—	—	—
Utilisation des sommes affectées à la réserve				
Pour financer de nouvelles dépenses	—	—	280	280
Pour maintenir l'équilibre budgétaire	—	—	670	670
Surplus budgétaire après réserve	502	0	0	—
Opérations non budgétaires				
Placements, prêts et avances	- 1 632	- 2 771	- 1 317	1 454
Immobilisations	- 473	- 691	- 691	—
Régimes de retraite	1 793	1 888	1 987	99
Autres comptes	- 706	804	- 686	- 1 490
Besoins non budgétaires	- 1 018	- 770	- 707	63
Besoins financiers nets	- 516	- 770	- 707	63
Opérations de financement				
Variation de l'encaisse	- 473	1 859	941	- 918
Variation de la dette directe ⁽²⁾	3 008	1 023	2 032	1 009
Fonds d'amortissement des régimes de retraite ⁽³⁾	- 2 019	- 2 112	- 2 266	- 154
Total du financement des opérations	516	770	707	- 63

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

- (1) À des fins de comparaison, les données ont été ajustées sur la base de la structure budgétaire et financière 2001-2002.
(2) La variation de la dette directe comprend les nouveaux emprunts diminués des remboursements d'emprunts.
(3) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir éventuellement au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

Les revenus budgétaires

Pour l'année financière 2001-2002, la prévision des revenus budgétaires s'établit à 49 958 millions de dollars, une baisse de 2,1 % par rapport au niveau atteint en 2000-2001. Ce résultat découle des effets combinés d'une diminution des revenus autonomes de 6 % et d'une croissance de 18,4 % des transferts fédéraux.

Les revenus autonomes

Les revenus autonomes prévus s'établissent à 40 298 millions de dollars, un niveau inférieur de 1 354 millions de dollars à celui de la prévision du Discours sur le budget 2001-2002. Ces révisions proviennent en partie des impacts des mesures fiscales annoncées au présent budget. Elles s'expliquent également par les effets du ralentissement de l'activité économique sur les revenus des impôts et taxes ainsi que par les impacts du repli des marchés financiers sur les revenus des entreprises du gouvernement.

TABLEAU 2.2

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES (en millions de dollars)

	2000-2001		2001-2002		
	Résultats réels	Discours sur le budget du 2001-03-29	Prévisions révisées	Variations par rapport au budget	Variations par rapport à 2000-2001 (%)
Impôt sur le revenu des particuliers	17 068	15 902	15 559	- 343	- 8,8
Fonds des services de santé	4 488	4 436	4 396	- 40	- 2,0
Impôts des sociétés	4 217	4 374	3 817	- 557	- 9,5
Taxes à la consommation	9 393	9 742	9 845	103	4,8
Entreprises du gouvernement	3 496	3 256	2 707	- 549	- 22,6
Organismes consolidés	1 851	1 662	1 662	—	- 10,2
Autres revenus	2 343	2 280	2 312	32	- 1,3
Total des revenus autonomes	42 856	41 652	40 298	- 1 354	- 6,0

Les revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et des cotisations au Fonds des services de santé sont diminués de 343 millions de dollars et de 40 millions de dollars respectivement. Ces révisions découlent principalement des mesures fiscales annoncées dans le présent budget et de la croissance moins forte que prévu de la rémunération.

De même, les revenus au titre des impôts des sociétés sont révisés à la baisse de 557 millions de dollars. Ce résultat est attribuable à une croissance des bénéfices des sociétés moins élevée qu'anticipé et, surtout, à la mesure prise pour améliorer de 525 millions de dollars les liquidités des petites et moyennes entreprises à la suite des attentats terroristes.

Les revenus des taxes à la consommation sont, quant à eux, supérieurs de 103 millions de dollars à ceux anticipés au moment du budget 2001-2002. Cette augmentation reflète principalement les revenus supplémentaires générés par les hausses de taxe sur le tabac annoncées le 5 avril dernier et au présent budget. Toutefois, des revenus moindres que prévu à l'égard de la taxe sur les carburants, en raison des prix élevés qui ont prévalu en début d'année, ainsi qu'à la taxe de vente ont atténué ces impacts.

La prévision de revenus en provenance des entreprises du gouvernement est réduite de 549 millions de dollars. Cette révision s'explique en grande partie par la baisse des bénéfices anticipés de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) et de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ). Cette baisse traduit notamment l'évolution défavorable des revenus de placements, une situation qui reflète la tendance générale observée sur les marchés financiers. Par ailleurs, le bénéfice prévu d'Hydro-Québec est réduit de 107 millions de dollars par rapport aux prévisions initiales et ce, en raison d'un fléchissement du prix de l'électricité sur les marchés situés en dehors du Québec.

TABLEAU 2.3

PRÉVISIONS DES BÉNÉFICES DE LA CSST ET DE LA SAAQ

(en millions de dollars)

	2001-2002		
	Discours sur le budget du 2001-03-29	Prévisions révisées	Variations par rapport au budget
Commission de la santé et de la sécurité du travail	286	- 65	- 351
Société de l'assurance automobile du Québec	32	- 45	- 77

Les transferts fédéraux

Les prévisions révisées pour l'année financière 2001-2002 montrent une révision à la hausse de 176 millions de dollars des transferts fédéraux par rapport à la prévision du Discours sur le budget de mars dernier. Les transferts fédéraux devraient ainsi se situer à 9 660 millions de dollars pour l'année financière 2001-2002.

TABLEAU 2.4

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES TRANSFERTS FÉDÉRAUX (en millions de dollars)

	2000-2001		2001-2002		
	Résultats réels	Discours sur le budget du 2001-03-29	Prévisions révisées	Variations par rapport au budget	Variations par rapport à 2000-2001 (%)
Péréquation	5 650	5 615	5 777	162	2,2
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 597	2 960	2 915	- 45	82,5
Autres transferts liés aux accords fiscaux	30	15	15	—	- 50,0
Autres programmes	634	535	531	- 4	- 16,2
Organismes consolidés	250	359	422	63	68,8
Total des transferts fédéraux	8 161	9 484	9 660	176	18,4

Les revenus de péréquation sont revus à la hausse de 162 millions de dollars depuis le budget malgré la réduction des revenus des provinces assujettis à ce programme. Une révision à la baisse de la capacité fiscale relative du Québec à l'impôt des sociétés de même qu'une révision à la hausse des paiements à l'égard de l'année 1998-1999 expliquent ce résultat.

Les revenus au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) sont quant à eux revus à la baisse de 45 millions de dollars en raison de la valeur plus élevée des points d'impôt liés à l'abattement spécial du Québec qui vient réduire d'autant les transferts financiers versés par le gouvernement fédéral au Québec au titre de ce programme.

Quant aux organismes consolidés, les revenus sont réévalués à la hausse de 63 millions de dollars, ce qui résulte notamment des résultats plus favorables qu'anticipé de la Financière agricole du Québec.

Les dépenses budgétaires

La prévision des dépenses budgétaires est révisée à 50 908 millions de dollars pour l'année financière 2001-2002, soit 228 millions de dollars de moins que prévu au Discours sur le budget du 29 mars 2001. Cette variation résulte d'une part de l'utilisation de la réserve budgétaire pour la réalisation de nouvelles dépenses dans certains ministères, notamment au ministère de la Santé et des Services sociaux, et d'autre part, de la diminution du service de la dette. Au total, les dépenses budgétaires montrent une augmentation de 2,7 % par rapport à 2000-2001.

TABLEAU 2.5

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

(en millions de dollars)

	2000-2001		2001-2002		
	Résultats réels	Discours sur le budget du 2001-03-29	Prévisions révisées	Variations par rapport au budget	Variations par rapport à 2000-2001 (%)
Objectif de dépenses de programmes	40 776	41 929	41 929	—	2,8
Utilisation de la réserve budgétaire pour de nouvelles dépenses	—	—	280	280	—
Dépenses de programmes	40 776	41 929	42 209	280	3,5
Organismes consolidés	1 183	1 297	1 297	—	9,6
Total des dépenses d'opérations	41 959	43 226	43 506	280	3,7
Service de la dette					
Fonds consolidé du revenu					
Service de la dette directe	4 378	4 632	4 098	- 534	- 6,4
Régimes de retraite	2 594	2 611	2 637	26	1,7
	6 972	7 243	6 735	- 508	- 3,4
Organismes consolidés	634	667	667	—	5,2
Total du service de la dette	7 606	7 910	7 402	- 508	- 2,7
Total des dépenses budgétaires	49 565	51 136	50 908	- 228	2,7

Les dépenses d'opérations

Les dépenses d'opérations sont révisées à 43 506 millions de dollars, soit 280 millions de dollars de plus que prévu au Discours sur le budget de mars 2001. Ces nouvelles dépenses seront financées par la réserve budgétaire.

Le service de la dette

Le service de la dette est révisé à la baisse de 508 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget 2001-2002; il s'établit maintenant à 7 402 millions de dollars, dont 4 098 millions de dollars pour le service de la dette directe, 2 637 millions de dollars pour les intérêts sur le passif net au titre des régimes de retraite et 667 millions de dollars pour le service de la dette des organismes consolidés.

Cette révision provient essentiellement de la forte diminution des taux d'intérêt de court terme depuis le début de l'année financière 2001-2002.

Les opérations non budgétaires

Les besoins financiers nets provenant des opérations non budgétaires demeurent presque inchangés par rapport à la prévision du Discours sur le budget de mars 2001. Cependant, il y a des variations importantes des placements, prêts et avances et des autres comptes qui découlent principalement de l'utilisation de la réserve budgétaire de 950 millions de dollars constituée lors du budget de mars 2001.

En effet, le placement prévu de 950 millions de dollars à la Caisse de dépôt et placement du Québec en regard de la réserve budgétaire ne sera pas effectué. Ce changement entraîne une amélioration de 950 millions de dollars des placements, prêts et avances qui est annulée par une variation négative d'un même montant des autres comptes puisque les sommes affectées à la réserve budgétaire seront utilisées en totalité en 2001-2002.

TABLEAU 2.6

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

(en millions de dollars)

	2001-2002		
	Discours sur le budget du 2001-03-29	Prévisions révisées	Variations
Fonds consolidé du revenu			
Placements, prêts et avances			
Entreprises du gouvernement	- 1 739	- 1 223	516
Municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres	- 976	- 38	938
	- 2 715	- 1 261	1 454
Immobilisations	150	150	—
Régimes de retraite	1 888	1 987	99
Autres comptes	734	- 756	- 1 490
Total du Fonds consolidé du revenu	57	120	63
Organismes consolidés	- 827	- 827	—
Besoins non budgétaires	- 770	- 707	63

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

La dette représentant les déficits cumulés

À la fin du présent exercice financier, la dette (déficits cumulés) s'établira à 81 691 millions de dollars, soit le même niveau que l'exercice précédent. Ce concept de dette correspond au cumul des déficits et des surplus budgétaires réalisés au fil des ans. Il est important de préciser qu'il existe une distinction entre la réduction de la dette représentant les déficits cumulés et la réduction des emprunts du gouvernement. En effet, le gouvernement peut par exemple décider d'augmenter ses emprunts au cours d'un exercice financier pour profiter de conditions avantageuses sur les marchés, sans que la dette représentant les déficits cumulés ne soit affectée.

TABLEAU 2.7

ÉVOLUTION DE LA DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS
(en millions de dollars)

	Au 31 mars		
	2001	2002 ⁽¹⁾	Variation
Dette directe consolidée ⁽²⁾	63 630	66 028	2 398
Passif net au titre des régimes de retraite	39 111	38 832	- 279
Dette totale⁽²⁾	102 741	104 860	2 119
Moins : avoirs financiers et immobilisations nets des autres éléments de passif	- 21 050	- 23 169	- 2 119
Dette représentant les déficits cumulés	81 691	81 691	0
Surplus budgétaire après réserve	502	0	—

(1) Prévisions révisées.

(2) Excluant des emprunts effectués par anticipation de 1 475 millions de dollars en 2000-2001 et 855 millions de dollars en 2001-2002. En incluant les emprunts effectués par anticipation la dette totale atteint 104 216 millions de dollars en 2000-2001 et 105 715 millions de dollars en 2001-2002.

Le financement

Les prévisions révisées montrent que la variation de la dette directe devrait s'établir à 2 032 millions de dollars, soit 1 009 millions de dollars de plus que prévu lors du Discours sur le budget 2001-2002. Les emprunts de l'exercice financier 2001-2002 seront de 7 374 millions de dollars (6 246 millions de dollars pour le Fonds consolidé du revenu et 1 128 millions de dollars pour les organismes consolidés), soit 870 millions de dollars de plus que prévu dans le dernier Discours sur le budget.

TABLEAU 2.8

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT

(en millions de dollars)

	2001-2002		
	Discours sur le budget du 2001-03-29	Prévisions révisées	Variations
Variation de l'encaisse			
Fonds consolidé du revenu	1 477	622	- 855
Organismes consolidés	382	319	- 63
Total de la variation de l'encaisse	1 859	941	- 918
Variation de la dette directe			
Fonds consolidé du revenu			
Nouveaux emprunts	5 376	6 246	870
Remboursements d'emprunts	- 4 741	- 4 602	139
	635	1 644	1 009
Organismes consolidés			
Nouveaux emprunts	1 128	1 128	—
Remboursements d'emprunts	- 740	- 740	—
	388	388	—
Total de la variation de la dette directe	1 023	2 032	1 009
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	- 2 112	- 2 266	- 154
Total du financement des opérations	770	707	- 63

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

Financement du Fonds consolidé du revenu

Les prévisions révisées montrent que la variation de la dette directe du Fonds consolidé du revenu s'établit à 1 644 millions de dollars, soit 1 009 millions de dollars de plus que le montant prévu au Discours sur le budget 2001-2002. Les emprunts de l'exercice financier 2001-2002 s'élèveront à 6 246 millions de dollars, ce qui représente 870 millions de dollars de plus que prévu au dernier budget. Cette hausse des emprunts réalisés découle principalement de la décision qui a été prise d'effectuer des emprunts par anticipation afin de pourvoir au remboursement d'emprunts qui arriveront à échéance le premier jour de la prochaine année financière. Ces opérations de préfinancement sont évaluées à 855 millions de dollars. La hausse des emprunts s'explique également par le fait que les dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite seront plus élevés que prévu de 154 millions de dollars, alors que les remboursements d'emprunts seront moins élevés que prévu de 139 millions de dollars.

Par ailleurs, les emprunts réalisés par anticipation font en sorte que le niveau de l'encaisse ne sera diminué que de 622 millions de dollars, alors qu'une réduction de 1 477 millions de dollars était prévue lors du Discours sur le budget de mars dernier.

Financement des organismes consolidés

La variation de la dette directe des organismes consolidés devrait s'établir à 388 millions de dollars, soit le même niveau que celui prévu au dernier budget.

Les emprunts

Au total, le gouvernement prévoit réaliser des emprunts de 7 646 millions de dollars en 2001-2002, dont 6 246 millions de dollars pour les besoins du Fonds consolidé du revenu (incluant 2 266 millions de dollars afin d'effectuer les dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite) et 1 400 millions de dollars pour le Fonds de financement. Les emprunts du Fonds de financement servent à combler les besoins de financement des organismes consolidés (1 128 millions de dollars) et des organismes non consolidés (272 millions de dollars).

La réalisation du programme de financement en 2001-2002 est caractérisée par l'excellente réceptivité des marchés financiers à l'égard des titres du Québec. À preuve, 87 % du programme de financement est déjà réalisé.

Au total, 38 % du programme de financement, soit 2 888 millions de dollars, a été effectué sur le marché canadien. Le gouvernement a réalisé sur ce marché trois émissions publiques d'obligations négociables, pour un montant total de 1 397 millions de dollars, ainsi que des émissions à rendement réel pour un montant total de 28 millions de dollars. Par ailleurs, des placements privés d'un montant de 772 millions de dollars ont été effectués auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Enfin, les produits d'épargne vendus par Placements Québec ont procuré au gouvernement 209 millions de dollars en financement.

Des emprunts totalisant 3 727 millions de dollars, soit 49 % du programme de financement, ont été effectués sur les marchés étrangers dans le cadre de la stratégie de diversification des sources de financement du gouvernement. Trois émissions publiques d'obligations ont été réalisées sur les marchés étrangers. Premièrement, une émission mondiale d'obligations en dollars américains a été réalisée en avril 2001, d'un montant de 1 milliard de dollars américains (1 558 millions de dollars canadiens, dont 400 millions de dollars canadiens ont été avancés au Fonds de financement pour être prêtés à des organismes consolidés). Ensuite, une émission d'obligations pour un montant de 50 milliards de yens (625 millions de dollars canadiens) a été effectuée en mai. Enfin, le gouvernement a réalisé, en juin, une émission d'obligations sur le marché de l'euro pour un montant de 1,5 milliard d'euros (1 944 millions de dollars canadiens).

TABLEAU 2.9

SOMMAIRE DES EMPRUNTS PRÉVUS EN 2001-2002

(en millions de dollars)

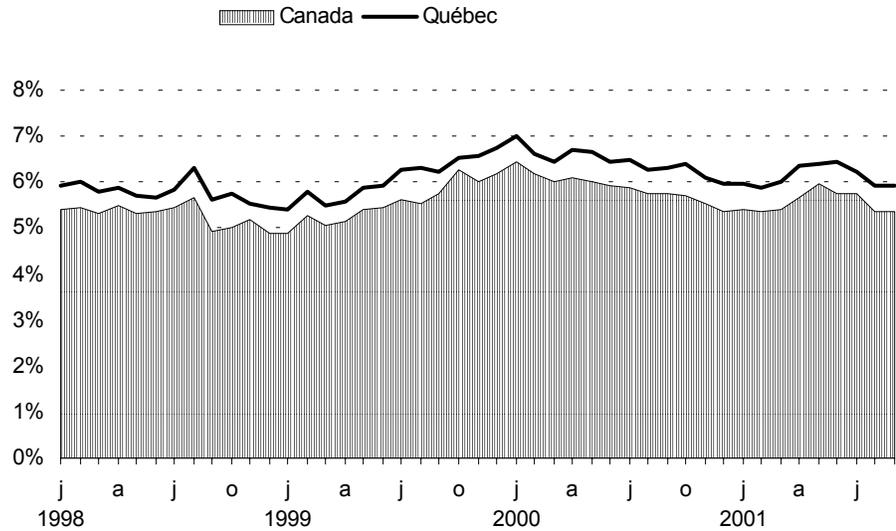
Devises d'emprunts et marchés	Fonds consolidé du revenu	Organismes consolidés	Organismes non consolidés	Total (%)	
Emprunts réalisés					
Dollar canadien					
Marché canadien					
Émissions publiques					
Obligations négociables	1 397	400 ⁽²⁾	—	1 797	62,2
Obligations à rendement réel	28	—	—	28	1,0
Billets à moyen terme	25	—	—	25	0,9
Émissions privées					
Caisse de dépôt et placement du Québec	310	436	26	772	26,7
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	4	—	—	4	0,1
Produits d'épargne	209	—	—	209	7,3
Programme immigrants-investisseurs	50	—	—	50	1,7
Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises	3	—	—	3	0,1
Sous-total	2 026	836	26	2 888	37,8
Dollar américain					
Émission publique					
Obligations négociables	1 158 ⁽²⁾	—	—	1 158	100,0
Sous-total	1 158	—	—	1 158	15,1
Autres devises					
Émissions publiques					
Euro	1 944	—	—	1 944	75,7
Yen	625	—	—	625	24,3
Sous-total	2 569	—	—	2 569	33,6
Total des emprunts réalisés⁽¹⁾	5 753	836	26	6 615	86,5
Emprunts à réaliser	493	292	246	1 031	13,5
Total	6 246	1 128	272	7 646	100,0

(1) Emprunts réalisés au 19 octobre 2001.

(2) L'emprunt original était de 1 milliard de dollars américains, soit 1 558 millions de dollars canadiens. Un montant de 400 millions de dollars canadiens provenant de cet emprunt a été avancé au Fonds de financement pour être prêté à des organismes consolidés.

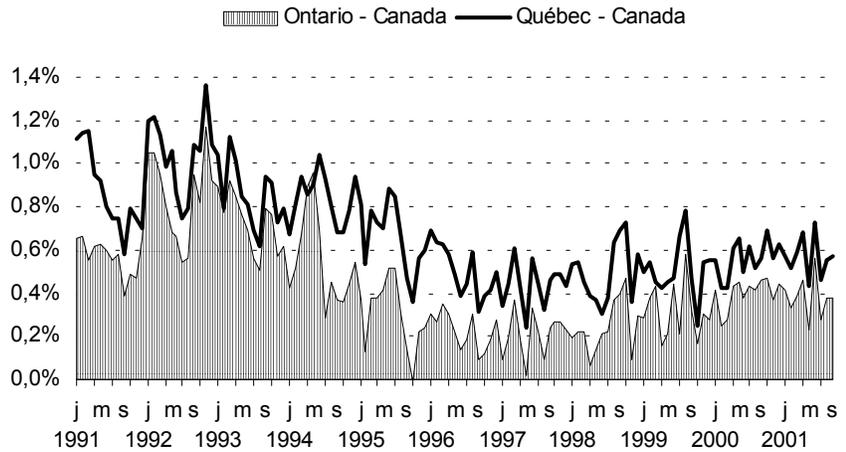
GRAPHIQUE 2.1

**TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À LONG TERME (10 ANS)
DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA**



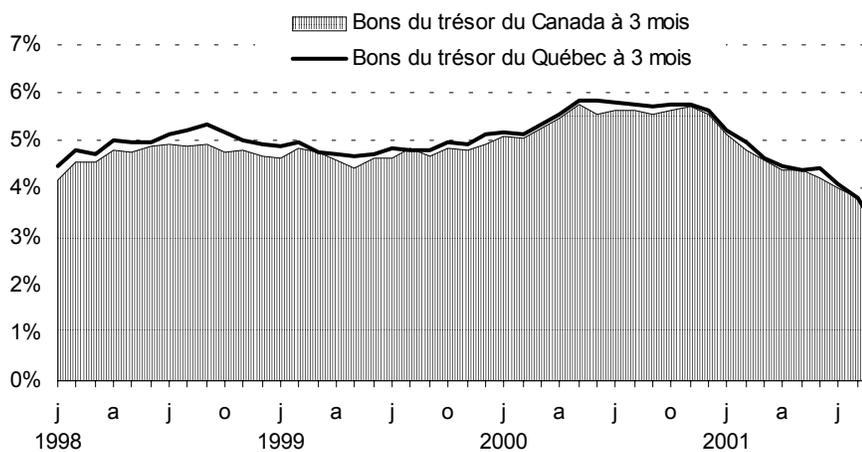
GRAPHIQUE 2.2

**ÉCART ENTRE LES TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES
À LONG TERME (10 ANS)**



GRAPHIQUE 2.3

TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À COURT TERME



Les remboursements d'emprunts

Les prévisions révisées indiquent que les remboursements d'emprunts pour l'exercice financier 2001-2002 du Fonds consolidé du revenu et des organismes consolidés s'élèveront à 5 342 millions de dollars, soit 139 millions de dollars de moins que prévu lors du Discours sur le budget du 29 mars 2001. Cette baisse s'explique principalement par des remboursements de produits d'épargne moins élevés que prévu.

La dette totale du gouvernement

La dette totale du gouvernement comprend la dette directe consolidée et le passif net au titre des régimes de retraite. La dette directe consolidée est la somme de la dette directe du Fonds consolidé du revenu et de la dette des organismes consolidés. Le passif net au titre des régimes de retraite représente, pour sa part, le passif au titre des régimes de retraite dont on soustrait le solde du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR), un actif qui pourra éventuellement être utilisé pour payer les prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic.

La dette directe consolidée devrait s'établir à 66 883 millions de dollars au 31 mars 2002, soit 62 803 millions de dollars à titre de dette directe du Fonds consolidé du revenu et 4 080 millions de dollars à titre de dette des organismes consolidés.

Il faut noter qu'un montant de 855 millions de dollars est inclus dans la dette directe consolidée et représente des emprunts réalisés par anticipation en 2001-2002 qui serviront à combler une partie des emprunts à effectuer en 2002-2003.

Le passif net au titre des régimes de retraite devrait s'établir à 38 832 millions de dollars au 31 mars 2002. Il est composé d'une somme de 48 157 millions de dollars à titre de passif des régimes de retraite duquel on soustrait la valeur du FARR de 9 325 millions de dollars.

En excluant les emprunts effectués par anticipation, la dette totale devrait donc s'établir à 104 860 millions de dollars.

TABLEAU 2.10

DETTE TOTALE DU GOUVERNEMENT PRÉVUE AU 31 MARS 2002
(en millions de dollars)

	Dette directe consolidée			Passif au titre des régimes de retraite	Dette totale
	Dette directe du Fonds consolidé du revenu	Organismes consolidés	Total		
Dette prévue au 31 mars 2002	62 803	4 080	66 883	48 157	115 040
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	—	—	—	– 9 325	– 9 325
Sous-total	62 803	4 080	66 883	38 832	105 715
Emprunts effectués par anticipation	– 855	—	– 855	—	– 855
Total	61 948	4 080	66 028	38 832	104 860

Structure de la dette totale du gouvernement

Le tableau suivant présente le niveau prévu de la dette au 31 mars 2002 réparti par devises en utilisant la structure observée au 30 septembre 2001. Sur cette base, 75,9 % de la dette directe consolidée est libellée en dollars canadiens et 24,1 % en devises étrangères. Si l'on considère également le passif net au titre des régimes de retraite, dont la totalité des engagements sont en dollars canadiens, la proportion de la dette totale en dollars canadiens s'établit à 84,8 %.

TABLEAU 2.11

DETTE TOTALE DU GOUVERNEMENT PRÉVUE AU 31 MARS 2002 INCLUANT L'EFFET DES TRANSACTIONS D'ÉCHANGE DE DEVISES (en millions de dollars)

Devises	Dette directe consolidée					Passif net au titre des régimes de retraite	Dette totale	
	Dette directe du Fonds consolidé du revenu ⁽¹⁾	(%)	Organismes consolidés	Total	(%)			(%)
Dollar canadien	46 818	74,5	3 960	50 778	75,9	38 832	89 610	84,8
Yen	9 456	15,1	—	9 456	14,1	—	9 456	8,9
Dollar américain	6 529	10,4	120	6 649	10,0	—	6 649	6,3
Sous-total	62 803	100,0	4 080	66 883	100,0	38 832	105 715	100,0
Emprunts effectués par anticipation	- 855		—	- 855		—	- 855	
Total	61 948		4 080	66 028		38 832	104 860	

(1) La répartition de la dette par devises reflète celle observée au 30 septembre 2001.

Structure de la dette directe du Fonds consolidé du revenu

La part de la dette directe du Fonds consolidé du revenu en dollars canadiens est de 74,5 % et celle en devises étrangères de 25,5 %. Par ailleurs, la part à taux fixe est de 67,8 %, alors que la part à taux variable est de 32,2 %.

Passif net au titre des régimes de retraite

Le passif net au titre des régimes de retraite constitue la valeur comptabilisée des engagements pris par le gouvernement à l'égard des régimes de retraite des employés des secteurs public et parapublic dont on soustrait la valeur du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR). Au 31 mars 2002, le passif net au titre des régimes de retraite devrait s'établir à 38 832 millions de dollars.

Évolution de la dette directe et du FARR

Pour analyser l'évolution des composantes de la dette directe du Fonds consolidé du revenu d'un exercice à l'autre, il est important d'exclure l'impact du FARR.

Ainsi, comme le montre le tableau qui suit, la dette directe du Fonds consolidé du revenu devrait augmenter de 2 010 millions de dollars entre les 31 mars 2001 et 2002 (après correction pour tenir compte des emprunts réalisés par anticipation). Cependant, cette hausse est due essentiellement au fait que des dépôts importants auront été effectués au FARR en 2001-2002. En effet, en retranchant de la dette directe du Fonds consolidé du revenu la valeur du FARR au 31 mars de chacun des exercices, on constate qu'en l'absence du FARR, la dette directe du Fonds consolidé du revenu aurait diminué de 256 millions de dollars, alors que le passif au titre des régimes de retraite aurait augmenté de 1 987 millions de dollars en 2001-2002.

TABLEAU 2.12

IMPACT DU FARR SUR LA DETTE DIRECTE ET LE PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE⁽¹⁾

(en millions de dollars)

	Au 31 mars		
	2001	2002 ⁽²⁾	Variations
Dettes directes (incluant le FARR et les emprunts effectués par anticipation)	61 413	62 803	1 390
Emprunts effectués par anticipation	- 1 475	- 855	620
Dettes directes (incluant le FARR)	59 938	61 948	2 010
Solde du FARR	- 7 059	- 9 325	- 2 266
Dettes directes (excluant le FARR)	52 879	52 623	- 256
Passif net au titre des régimes de retraite	39 111	38 832	- 279
Solde du FARR	7 059	9 325	2 266
Passif au titre des régimes de retraite	46 170	48 157	1 987
Dettes totales	99 049	100 780	1 731

(1) Excluant la dette des organismes consolidés.

(2) Prévisions révisées.

Données historiques et prévisions révisées

TABLEAU 2.13

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES⁽¹⁾ (en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Opérations budgétaires				
Revenus autonomes	38 605	41 047	42 856	40 298
Transferts fédéraux	8 090	6 352	8 161	9 660
Total des revenus	46 695	47 399	51 017	49 958
Dépenses d'opérations	- 39 382	- 39 997	- 41 959	- 43 506
Service de la dette	- 7 187	- 7 372	- 7 606	- 7 402
Total des dépenses	- 46 569	- 47 369	- 49 565	- 50 908
Réserve budgétaire				
Sommes affectées à la réserve	—	—	- 950	—
Utilisation des sommes affectées à la réserve				
Pour financer de nouvelles dépenses	—	—	—	280
Pour maintenir l'équilibre budgétaire	—	—	—	670
Surplus budgétaire après réserve	126	30	502	—
Opérations non budgétaires				
Placements, prêts et avances	- 1 402	- 2 022	- 1 632	- 1 317
Immobilisations	- 217	- 359	- 473	- 691
Régimes de retraite	1 020	1 740	1 793	1 987
Autres comptes	996	1 328	- 706	- 686
Excédents (besoins) non budgétaires	397	687	- 1 018	- 707
Surplus (besoins) financiers nets	523	717	- 516	- 707
Opérations de financement				
Variation de l'encaisse	- 1 983	2 246	- 473	941
Variation de la dette directe ⁽²⁾	2 490	- 132	3 008	2 032
Fonds d'amortissement des régimes de retraite ⁽³⁾	- 1 030	- 2 831	- 2 019	- 2 266
Total du financement des opérations	- 523	- 717	516	707

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction. À des fins de comparaison, les données sont présentées sur la base de la structure budgétaire et financière 2001-2002.

- (1) Résultats réels pour les années financières 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001, et prévisions révisées pour l'année financière 2001-2002.
- (2) La variation de la dette directe comprend les nouveaux emprunts diminués des remboursements d'emprunts.
- (3) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir éventuellement au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

TABLEAU 2.14

GOVERNEMENT DU QUÉBEC
REVENUS BUDGÉTAIRES

(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Revenus autonomes				
Impôts sur les revenus et les biens				
Impôt sur le revenu des particuliers	15 356	16 029	17 068	15 559
Cotisations au Fonds des services de santé	4 117	4 291	4 488	4 396
Impôts des sociétés ⁽¹⁾	3 406	3 643	4 217	3 817
	22 879	23 963	25 773	23 772
Taxes à la consommation				
Ventes	6 426	6 761	7 374	7 663
Carburants	1 559	1 560	1 536	1 544
Tabac	523	498	483	638
	8 508	8 819	9 393	9 845
Droits et permis				
Véhicules automobiles	664	667	646	649
Boissons alcooliques	135	139	146	148
Ressources naturelles ⁽²⁾	242	354	265	204
Autres	168	182	180	164
	1 209	1 342	1 237	1 165
Revenus divers				
Ventes de biens et services	450	422	406	413
Intérêts	346	363	390	391
Amendes, confiscations et recouvrements	402	345	310	343
	1 198	1 130	1 106	1 147
Revenus provenant des entreprises du gouvernement				
Société des alcools du Québec	408	442	471	480
Loto-Québec	1 167	1 289	1 358	1 307
Hydro-Québec	754	1 090	1 160	970
Autres	802	1 122	507	- 50
	3 131	3 943	3 496	2 707
Organismes consolidés	1 680	1 850	1 851	1 662
Total des revenus autonomes	38 605	41 047	42 856	40 298
Transferts fédéraux				
Programmes				
Péréquation	5 385	4 387	5 650	5 777
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 697	1 120	1 597	2 915
Contributions aux programmes de bien-être	—	11	—	—
Autres transferts liés aux accords fiscaux	60	11	30	15
Autres programmes	690	553	634	531
Organismes consolidés	258	270	250	422
Total des transferts fédéraux	8 090	6 352	8 161	9 660
Total des revenus budgétaires	46 695	47 399	51 017	49 958

(1) Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital et celle sur les primes qui en tient lieu pour les compagnies d'assurances, ainsi que la taxe sur les télécommunications, le gaz et l'électricité à compter de 2000-2001.

(2) Comprend les ressources forestières, minières et hydrauliques.

TABLEAU 2.15

GOVERNEMENT DU QUÉBEC
DÉPENSES BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

Ministères et organismes	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 ⁽¹⁾
Dépenses d'opérations				
Assemblée nationale	74	74	80	84
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	94	41	42	46
Affaires municipales et Métropole	996	1 099	1 346	1 446
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	550	531	729	628
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	412	372	435	590 ⁽²⁾
Conseil exécutif	44	179	61	71
Culture et Communications	524	496	541	485
Education	9 580	9 825	10 130	10 635
Emploi et Solidarité sociale	4 158	4 064	4 089	3 944
Environnement	190	271	244	194
Famille, Enfance et Condition féminine	1 470	1 497	1 524	1 678
Faune et Parcs	111	80	148	114
Finances (excluant le service de la dette)	354	303	419	571 ⁽²⁾
Industrie et Commerce	130	155	277	151
Justice	486	459	468	472
Recherche, Science et Technologie	258	299	246	221
Régions	135	152	126	194
Relations avec les citoyens et Immigration	147	142	179	202
Relations internationales	88	98	104	107
Ressources naturelles	369	485	363	314
Revenu	845	721	640	685
Santé et Services sociaux	14 596	14 828	16 104	16 847
Sécurité publique	703	701	744	752
Tourisme, Loisir et Sport	121	173	151	147
Transports	1 507	1 578	1 507	1 557
Travail	72	81	79	74
Dépenses de programmes	38 014	38 704	40 776	42 209
Organismes consolidés	1 368	1 293	1 183	1 297
Total des dépenses d'opérations	39 382	39 997	41 959	43 506
Service de la dette				
Fonds consolidé du revenu	6 574	6 751	6 972	6 735
Organismes consolidés	613	621	634	667
Total du service de la dette	7 187	7 372	7 606	7 402
Total des dépenses budgétaires	46 569	47 369	49 565	50 908

(1) Incluant des réaménagements budgétaires pour refléter l'impact de certaines mesures annoncées au Discours sur le budget du 29 mars 2001 dont le financement avait été initialement pourvu au Fonds de suppléance administré par le Conseil du trésor.

(2) Les prévisions révisées pour 2001-2002 contiennent des provisions qui permettront des transferts de crédits à divers ministères et organismes au cours de l'année financière se terminant le 31 mars 2002.

TABLEAU 2.16

GOVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Placements, prêts et avances				
Fonds consolidé du revenu				
ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT				
CAPITAL-ACTIONS ET MISE DE FONDS :				
Société générale de financement du Québec	- 40	- 150	- 350	- 750
Société Innovatech du Grand Montréal	- 101	- 35	- 42	- 38
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	- 31	- 9	- 11	- 29
Société Innovatech Sud du Québec	- 7	- 4	- 6	- 16
Société Innovatech Régions ressources	—	- 8	- 13	- 15
Autres	- 5	- 1	- 3	- 27
	- 184	- 207	- 425	- 875
VARIATION DE LA VALEUR DE CONSOLIDATION DES PLACEMENTS	- 1 282	- 1 798	- 1 157	- 346
PRÊTS ET AVANCES :				
Société générale de financement du Québec	—	14	—	—
Société Innovatech du Grand Montréal	62	—	—	—
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	21	—	—	—
Société Innovatech Sud du Québec	3	—	—	—
Autres	—	10	—	- 2
	86	24	—	- 2
Total des entreprises du gouvernement	- 1 380	- 1 981	- 1 582	- 1 223
PARTICULIERS, SOCIÉTÉS ET AUTRES	- 119	- 53	- 20	- 40
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX	3	6	1	2
	- 1 496	- 2 028	- 1 601	- 1 261
Organismes consolidés	94	6	- 31	- 56
Total des placements, prêts et avances	- 1 402	- 2 022	- 1 632	- 1 317
Immobilisations				
Fonds consolidé du revenu				
Investissements nets	- 69	- 85	- 144	- 184
Amortissement	372	354	334	334
	303	269	190	150
Organismes consolidés	- 520	- 628	- 663	- 841
Total des immobilisations	- 217	- 359	- 473	- 691

TABLEAU 2.16 (SUITE)

GOVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Régimes de retraite				
PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT				
Participation du gouvernement à titre d'employeur:				
RREGOP:				
Coût annuel des prestations constituées ⁽¹⁾	693	754	990	1 136
Amortissement des gains (-) ou pertes actuariels	66	77	66	66
Amortissement du passif actuariel non inscrit et du coût des modifications au régime	—	44	—	—
Autres régimes:				
Coût annuel des prestations constituées ⁽¹⁾	147	140	166	163
Amortissement des gains (-) ou pertes actuariels	—	62	26	20
Amortissement du passif actuariel non inscrit et du coût des modifications aux régimes	24	—	—	51
Total de la participation du gouvernement	930	1 077	1 248	1 436
Cotisations des employeurs autonomes	8	24	—	8
Cotisations des participants	206	124	106	78
Total des cotisations	214	148	106	86
Prestations, remboursements et frais d'administration	- 2 624	- 2 336	- 2 567	- 2 768
Intérêts à l'égard du passif au titre des régimes de retraite imputés au service de la dette ⁽²⁾	2 500	2 851	3 006	3 233
Total des régimes de retraite	1 020	1 740	1 793	1 987
Autres comptes				
Fonds consolidé du revenu	909	1 021	- 565	- 756
Organismes consolidés	87	307	- 141	70
Total des autres comptes	996	1 328	- 706	- 686
Total des opérations non budgétaires	397	687	- 1 018	- 707

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

- (1) Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.
(2) Excluant les revenus produits par le Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

TABLEAU 2.17

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT
(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Variation de l'encaisse				
Fonds consolidé du revenu	- 2 831	2 325	- 969	622
Organismes consolidés	848	- 79	496	319
Total de la variation de l'encaisse	- 1 983	2 246	- 473	941
Variation de la dette directe				
Fonds consolidé du revenu				
Nouveaux emprunts	9 355	5 189	7 569	6 246
Remboursements d'emprunts	- 6 399	- 5 509	- 4 616	- 4 602
	2 956	- 320	2 953	1 644
Organismes consolidés				
Nouveaux emprunts	296	891	1 025	1 128
Remboursements d'emprunts	- 762	- 703	- 970	- 740
	- 466	188	55	388
Total de la variation de la dette directe	2 490	- 132	3 008	2 032
Fonds d'amortissement des régimes de retraite⁽¹⁾	- 1 030	- 2 831	- 2 019	- 2 266
Total du financement des opérations	- 523	- 717	516	707

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

- (1) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir éventuellement au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

TABLEAU 2.18

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2001-2002 POUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU⁽¹⁾

Montant en dollars canadiens ⁽²⁾ (en millions)	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽³⁾ (%)	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur (\$)	Rendement à l'investisseur ⁽⁴⁾ (%)
1 158	743 \$US ⁽⁵⁾	5,50	11 avril	2006-04-11	99,763	5,555
625	50 000 ¥	1,60	9 mai	2013-05-09	99,138	1,679
372	—	6,25	4 juin	2032-06-01	93,111	6,785
1 944	1 500 □	5,63 ⁽⁶⁾	21 juin	2011-06-21	99,440	5,700
516	—	6,50	31 juillet	2005-12-01	103,149	5,668
509	—	6,25	31 août	2010-12-01	101,872	5,982
28 ⁽⁷⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
310 ⁽⁸⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
25 ⁽⁹⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
209 ⁽¹⁰⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
4 ⁽¹¹⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
50 ⁽¹²⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
3 ⁽¹³⁾	Diverses	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
5 753						

(1) Emprunts réalisés au 19 octobre 2001.

(2) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.

(3) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.

(4) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(5) L'emprunt original totalise 1 milliard de dollars américains, soit 1 558 millions de dollars canadiens. Un montant de 400 millions de dollars canadiens provenant de cet emprunt a été avancé au Fonds de financement pour être prêté à des organismes consolidés.

(6) Les intérêts sont payables annuellement.

(7) Obligations à rendement réel. Le capital et le taux d'intérêt de ces obligations sont rajustés en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation au Canada.

(8) Emprunts souscrits en entier par la Caisse de dépôt et placement du Québec.

(9) Billets à moyen terme sur le marché canadien.

(10) Produits d'épargne émis par Placements Québec.

(11) Emprunts auprès du Fonds de placement du régime de pensions du Canada.

(12) Emprunts effectués dans le cadre du programme immigrants-investisseurs.

(13) Montant encaissé en vertu de conventions d'échange de taux d'intérêt et de devises.

N.B. : Le gouvernement du Québec dispose, auprès de diverses banques et institutions financières, de conventions de crédit pour un montant de 3 500 millions de dollars américains. Aucun tirage n'est en cours sur ces conventions de crédit.

TABLEAU 2.19

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2001-2002 POUR LES ORGANISMES CONSOLIDÉS⁽¹⁾

Montant en dollars canadiens ⁽²⁾ (en millions)	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽³⁾ (%)	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur (\$)	Rendement à l'investisseur ⁽⁴⁾ (%)
400 ⁽⁵⁾	—	5,67	11 avril	2006-04-11	100,000	5,673
160 ⁽⁶⁾	—	6,25	26 septembre	2010-12-01	102,031	5,958
10 ⁽⁶⁾	—	6,50	26 septembre	2005-12-01	106,513	4,761
147 ⁽⁶⁾	—	6,25	10 octobre	2010-12-01	102,973	5,825
119 ⁽⁶⁾	—	6,25	16 octobre	2010-12-01	102,098	5,948
836						

(1) Emprunts réalisés au 19 octobre 2001.

(2) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.

(3) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.

(4) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(5) Montant provenant de l'emprunt de 1 milliard de dollars américains (1 558 millions de dollars canadiens) effectué par le Fonds consolidé du revenu.

(6) Emprunts souscrits en entier par la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Tableau 2.20

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2001-2002 POUR LES ORGANISMES NON CONSOLIDÉS⁽¹⁾

Montant en dollars canadiens ⁽²⁾ (en millions)	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽³⁾ (%)	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur (\$)	Rendement à l'investisseur ⁽⁴⁾ (%)
24 ⁽⁵⁾	—	6,25	10 octobre	2010-12-01	102,973	5,825
2 ⁽⁵⁾	—	6,25	16 octobre	2010-12-01	102,098	5,948
26						

(1) Emprunts réalisés au 19 octobre 2001.

(2) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.

(3) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.

(4) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(5) Emprunts souscrits en entier par la Caisse de dépôt et placement du Québec.

TABLEAU 2.21

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2001-2002 PAR FINANCEMENT-QUÉBEC⁽¹⁾

Montant en dollars canadiens ⁽²⁾ (en millions)	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽³⁾ (%)	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur (\$)	Rendement à l'investisseur ⁽⁴⁾ (%)
49	—	5,75	9 avril	2008-12-01	98,613	5,977
10	—	5,75	9 avril	2008-12-01	98,765	5,952
35	—	5,75	9 avril	2008-12-01	98,916	5,927
5	—	5,75	10 avril	2008-12-01	99,067	5,902
5	—	5,75	12 avril	2008-12-01	99,014	5,911
513	—	6,30	14 mai	2006-06-01	102,540	5,713
617						

(1) Emprunts réalisés au 19 octobre 2001.

(2) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.

(3) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.

(4) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

TABLEAU 2.22

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2001 PAR HYDRO-QUÉBEC⁽¹⁾

Montant en dollars canadiens ⁽²⁾ (en millions)	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽³⁾ (%)	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur (\$)	Rendement à l'investisseur ⁽⁴⁾ (%)
518	—	6,50	19 janvier	2011-02-15	103,542	6,025
1 149 ⁽⁵⁾	750 \$US	6,30	11 mai	2011-05-11	99,831	6,323
1 405 ⁽⁶⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
3 072						

(1) Emprunts réalisés au 19 octobre 2001.

(2) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.

(3) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.

(4) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(5) Emprunt sur le marché mondial.

(6) Billets à moyen terme sur le marché canadien.

N.B. : Hydro-Québec dispose, auprès de diverses banques et institutions financières, de conventions de crédit pour un montant équivalant à 1 500 millions de dollars américains. Aucun tirage n'était en cours sur ces conventions de crédit au 19 octobre 2001.